

Table des matières

DROIT CONVENTIONNEL ET INTERNATIONAL

Droit international

4 novembre 1950. – CONVENTION EUROPÉENNE de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (<i>Mon. 19 août 1955; Err. Mon. 29 juin 1961</i>)	1
28 juillet 1951. – CONVENTION internationale relative au statut des réfugiés et annexes (<i>Mon. 4 octobre 1953</i>)	14
23 mai 1969. – CONVENTION sur le droit des traités.	16

Droit de l'Union européenne

13 décembre 2007. – TRAITÉ sur l'Union européenne (ex-Traité de Maastricht) (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016</i>)	21
13 décembre 2007. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne (ex-Traité de Rome) (<i>J.O. C 202, 7 juin 2016; Rect. J.O. C 400, 28 octobre 2016</i>)	28

Droit international humanitaire

14 décembre 1974. – RÉOLUTION de l'A.G.N.U. A/RES/3314 (XXIX) portant la définition de l'agression, 2319 ^{ème} séance plénière	89
17 juillet 1998. – CONVENTION portant assentiment au Statut de Rome de la Cour pénale internationale	89

Droit international privé

11 avril 1980. – CONVENTION des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (<i>Mon. 1^{er} juillet 1997</i>)	103
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles Ibis) (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020</i>)	107

25 juin 2019. – RÈGLEMENT (UE) 2019/1111 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (Bruxelles IIter) (<i>J.O. L 178, 2 juillet 2019; Rect. J.O. L 347, 20 octobre 2020</i>)	117
18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (Bruxelles III) (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>)	125
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>)	131
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>)	133
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (Rome III) (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>)	135
4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (Rome IV) (<i>J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013; Rect. J.O. L 243, 23 septembre 2019</i>)	136
24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1103 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux (Rome V) (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017; Rect. J.O. L 167, 4 juillet 2018</i>)	142
16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé (<i>Mon. 27 juillet 2004</i>)	146

O.N.U.

10 décembre 1948. – DÉCLARATION UNIVERSELLE des droits de l'Homme (<i>Mon. 31 mars 1949</i>)	158
26 juin 1945. – CHARTE des Nations Unies	158